



**CONSULTATION PUBLIQUE DU 18 NOVEMBRE 2008 LANCEE PAR L'ARCEP  
SUR L'OPPORTUNITE ET LES MODALITES DE REGULATION  
DES SERVICES DE DIFFUSION AUDIOVISUELLE**

**ANALYSE DU MARCHE DE GROS DES SERVICES DE DIFFUSION AUDIOVISUELLE  
- BILAN ET PERSPECTIVES -**

**PREAMBULE**

Alors que le processus de révision de l'analyse du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle qu'elle avait adoptée en 2006 arrive à échéance, l'ARCEP a lancé une consultation publique sur l'opportunité et les modalités de régulation des services de diffusion audiovisuelle. NRJ 12 s'en félicite.

En effet, en tant qu'éditeur de service, nouvel entrant dans le paysage télévisuel français, NRJ 12 ne peut que regretter l'insuffisance du niveau de concurrence actuelle sur les marchés de la diffusion, dont la régulation *ex ante* de l'ARCEP permet partiellement de corriger les effets.

Dans ce contexte, et afin de permettre à de nouveaux entrants comme NRJ 12 de se développer dans la TNT, mais aussi dans les nouveaux services tels que la TMP, il semble indispensable :

- de préserver la régulation des marchés de gros mise en œuvre actuellement,
- d'en assouplir les conditions de mise en œuvre, afin de renforcer cette régulation *ex ante*,
- d'étendre cette régulation aux nouveaux services émergents, afin de compenser la persistance, voire le renforcement, des situations dominantes qui brident les conditions du marché.

Tel est le sens des réponses apportées par NRJ 12 au questionnaire de l'ARCEP.

**Question 1 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'opportunité de maintenir un dispositif de régulation ex ante sur le marché de gros des services de diffusion hertzienne terrestre, dans la mesure où ce marché ne figure plus dans la liste des marchés pertinents annexée à la recommandation correspondante de la Commission européenne.**

**Réponse NRJ 12 :**

Pour NRJ 12 il demeure essentiel de maintenir un dispositif de régulation ex ante sur le marché de gros des services de diffusion hertzienne terrestre.

En effet, le niveau de concurrence observé sur la TNT ne nous permet pas d'atteindre l'ensemble des bénéfices opérationnels (diversité et qualité des ingénieries) et commerciaux (adéquation du tarif au regard de la prestation réellement fournie) initialement attendus.

La montée en puissance de nouveaux vecteurs autre que la TNT et les futures TMP et RNT (soit notamment l'ADSL, FTTH, voire la 3G et la future 4G) en sus du satellite et du câble pré existants, ne doit pas être perçue, pour le moins et avec certitude à court et moyen terme, comme une option substitutive au vecteur principal que constitue le réseau hertzien. De fait, du point de vue du téléspectateur, le positionnement marketing de ces vecteurs et des offres associées se situe bien plus dans une logique de complémentarité.

Par ailleurs, le fait qu'une chaîne numérique gratuite comme NRJ 12 puisse, si elle le souhaite, être reprise dans l'ensemble des offres sur les vecteurs précédemment décrits, ne signifie aucunement que la chaîne est à même de maîtriser les coûts et donc le tarif de ces diffusions. La logique actuelle étant que chaque vecteur impose en fait son prix. On observe donc un empilement des réseaux et des charges induites, avec peu de choix quant aux prestataires techniques possibles : peu d'acteurs sur la TNT (avec peu de sites en propre), pas de possibilité sur l'ADSL et le satellite (le distributeur est très généralement son propre opérateur technique, souvent unique : l'accès aux divers contrôle d'accès étant également « problématique »).

Compte tenu des remarques précédentes et puisque la diffusion terrestre est, et restera très longtemps encore, le vecteur essentiel de la « télévision réellement gratuite » (les accès au satellite, au câble, à l'ADSL et à la fibre sont tous subordonnés à la souscription d'un abonnement). Il n'y a pas lieu de procéder dans les diverses analyses à un amalgame de ces différents réseaux. L'évolution de l'un ne résoudra d'aucune manière (pour un éditeur gratuit donné) les problématiques présentes sur le réseau hertzien.

L'économie d'une chaîne gratuite est très majoritairement bâtie autour de ce marché de la réception hertzienne terrestre. Le coût du réseau TNT dédié constitue donc un poste de charge financièrement « critique ». La maîtrise des coûts (d'autant plus vitale que de nombreuses chaînes numériques lancées sur la TNT ne sont pas encore à l'équilibre) n'est factuellement possible que si un pool d'acteurs réellement diversifiés est à même de proposer des solutions (CAD des sites de diffusion) acceptables par les chaînes et les opérateurs de multiplexes.

Par « acceptables » NRJ entend des sites conformes aux exigences techniques et calendaires de la planification administrative et conformes aux besoins géomarketing et financiers des éditeurs.

L'état des lieux démontre, lors de nos diverses et récentes consultations, que seul le diffuseur historique reste à même de répondre sur la grande majorité des zones à numériser. L'ensemble des prestataires techniques alternatifs ne pouvant se positionner (depuis leurs propres infrastructures ou via un hébergement chez l'opérateur historique) que dans environ 30% des cas (ce qui ne signifie pas pour autant qu'un opérateur alternatif soit systématiquement « mieux disant » sur les zones où il tente de se positionner ; le coût de l'hébergement chez un tiers étant actuellement globalement « pénalisant »). NRJ observe également que ; sur les zones où la concurrence existe, les prix moyens baissent jusqu'à 30% environ.

Il convient de noter que les diverses contraintes techniques qui s'imposent au planificateur (choix du canal, de la puissance, du gabarit des antennes émettrices, prise en compte de la protection contre les brouillages, etc.), couplées aux exigences géomarketings des éditeurs (niveau de couverture pratique, initialisation des antennes chez les téléspectateurs, etc.), tendent de facto à privilégier les sites historiques pré existant (notre recul sur le dossier TNT, en cours de déploiement depuis trois ans, est là pour le démontrer s'il en était encore besoin).

Puisque les sites « historiques » constituent un réseau incontournable (compte tenu du calendrier de déploiement de la TNT, les acteurs alternatifs n'ont actuellement pas le temps de créer un réseau de sites alternatifs), il ne suffit pas qu'un hébergement pour un tiers y soit formellement possible pour qu'une concurrence réelle puisse s'exercer dans sa zone de couverture. NRJ 12 estime ici qu'une procédure adéquate reste indispensable afin de mieux recentrer les tarifs de cet hébergement sur les coûts réels (avec une « base référentielle » indiscutable »).

3

***Question 2 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'application du « test des trois critères » au présent marché.***

#### **Réponse NRJ 12 :**

NRJ 12 est en phase avec l'analyse de l'ARCEP qui induit l'application du « test des trois critères » sur le marché de gros des services de diffusion de la télévision hertzienne terrestre.

Nous attirons également l'attention de l'Autorité, sur les faits suivants, car leur impact est loin d'être négligeable sur le niveau de concurrence présent sur les réseaux hertziens :

- TDF a déjà racheté 2 acteurs alternatifs (Antalis TV et Emettel),
- La vitesse de déploiement exigée par le calendrier administratif de la TNT joue grandement en faveur de l'acteur historique (même sur le réseau secondaire),
- Le niveau de l'initialisation analogique sur un site donné le met en position de force pour la numérisation à venir (même pour un site du réseau secondaire) ; d'autant plus qu'en télévision fixe (et contrairement à d'autres services tels que la radio ou la téléphonie mobile) la TNT exige une « antenne pointée » (le positionnement géographique du site constitue donc un élément crucial).

**Question 3 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'exclusion ou l'inclusion dans le marché de gros pertinent, des services de gros de diffusion de la TMP et sur l'opportunité d'imposer des obligations à TDF le cas échéant.**

**Réponse NRJ 12 :**

Le lancement de la TMP implique la réalisation d'un nouveau réseau spécifique couvrant in fine au moins 60% de la population. Son coût de déploiement et d'exploitation représente une lourde charge pour les éditeurs. Il est si élevé qu'il explique pratiquement à lui seul la plupart des difficultés rencontrées dans le cadre de ce projet. **Les négociations actuellement menées entre éditeurs et distributeurs buttent sur ce niveau de financement.**

L'architecture réseau qui sera retenue in fine sera significativement différente (tant par la configuration des sites que par leur nombre bien plus élevé) de celle qui prévaut actuellement pour la TNT (d'où un fort impact sur le coût final). Ceci est notamment induit par le fait que les sites de très grande hauteur ne seront pas suffisants pour densifier la couverture et garantir une bonne réception à l'intérieur des bâtiments. De ce point de vue, de très nombreux sites de plus petites hauteurs et situés en agglomération (typiquement des sites de type « toits-terrasses »), s'avèreront impérativement nécessaires pour assurer la qualité de réception prévue dans les conventions des éditeurs et pour garantir succès commercial du service de TMP.

**CETTE PARTIE RELEVE DU SECRET DES AFFAIRES ET EST CONFIDENTIELLE :**

Alors que nous comptons initialement sur un apport structurant des « opérateurs mobiles », qui possèdent un grand nombre de sites de diffusion avec une forte densification urbaine, ces derniers ont fait montre de peu d'enthousiasme pour jouer ce rôle de diffuseur technique. L'explication qui nous est donnée est relative tant à des difficultés liées à l'environnement sur site (espace nécessaire, alimentation électrique, tilt des antennes, tec.) qu'à des problèmes « administratifs » (réglementation sur la radio protection, autorisations préalables diverses, mise à niveau du bail, etc.) et calendaire (il leur faut au moins 18 mois pour adapter leur site, délai incompatible avec le calendrier de démarrage de la TMP, a minima pour les premières phases de déploiement).

Toutefois, de très nombreux sites utilisables pour la diffusion de la TMP en commun avec à la TNT via des « points hauts » ne seront pas répliquables, constituant ainsi une « infrastructure essentielle ». Car il ne suffit pas d'avoir un « **droit théorique** » à construire des sites alternatifs pour que cela soit techniquement, administrativement et financièrement possible et/ou réaliste (a fortiori dans les courts délais demandés). Les diffuseurs alternatifs doivent généralement, faute d'un accès à des conditions raisonnables à ces points hauts, tenter de multiplier le nombre de sites de moindre hauteur pour assurer une couverture similaire, tout en supportant par ailleurs des coûts et des délais d'activation très supérieurs.

A ce jour, TDF est resté le seul acteur capable de planifier le réseau TMP (avec les allotissements tels que définis par le CSA) et d'anticiper l'identification ainsi que la réalisation de quelques sites complémentaires dédiés TMP.

Les seuls éléments techniques et commerciaux en notre possession, (architecture du réseau, identification des premiers sites possibles, premières estimations tarifaires, etc.) proviennent tous exclusivement de TDF. **L'absence de concurrence est ici criante** et l'on comprend alors bien mieux le pourquoi de ce prix très élevé pour diffuser la TMP.

Il est évident qu'**une plus grande concurrence du marché de gros amont permettrait de réduire significativement les coûts de diffusion**, et faciliterait ainsi le lancement puis la pérennité économique de la TMP en France.

Compte tenu des observations précédentes, NRJ 12 souhaite que l'ARCEP impose à TDF l'obligation de pratiquer des tarifs reflétant les coûts réels correspondants pour un ensemble de sites non répliquables (avec une définition pragmatique la plus large possible de cette notion de « non répliquable »). De plus, il nous semble nécessaire d'imposer la proscription de tarifs d'éviction ou excessifs sur l'ensemble des autres sites de diffusion de la TMP.

NRJ 12 est donc favorable à un scénario appliqué à la TMP similaire au scénario n°2 proposé par l'Autorité à la question 6 sur l'évolution des obligations de contrôle tarifaire dans les remèdes imposés s'agissant de la diffusion de la TNT.

**NRJ 12 estime qu'il est nécessaire d'inclure dans le marché de gros pertinent des services de gros de diffusion de la TMP et souhaite que l'ARCEP puisse imposer des obligations à TDF le cas échéant.**

5

***Question 5 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'exclusion ou l'inclusion du marché de gros pertinent des services de gros de diffusion de la radio en mode numérique.***

Sans objet pour NRJ 12.

***Question 4 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'exclusion ou l'inclusion du marché de gros pertinent des services de gros de diffusion de la radio en mode FM.***

Sans objet pour NRJ 12.

**Question 6 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur ces deux scénarios et à proposer s'ils le jugent pertinents d'autres scénarii. En particulier, dans le cas du scénario 2, les contributeurs sont invités à commenter la distinction proposée par l'Autorité et, s'ils la jugeaient inappropriée, à indiquer précisément d'une part l'ensemble de sites de TDF qu'ils estiment non répliquable, et d'autre part l'ensemble des critères sur lesquels ils considéreraient pertinent d'opérer cette distinction.**

#### Réponse NRJ 12 :

Suite à nos réponses pour les questions 1 (voir « les sites historiques pré existant ») et 3 (voir notre notion de « droit théorique »), NRJ 12 estime que la problématique principale est largement liée à la définition d'un site « non répliquable ». Les critères actuels nous semblent beaucoup trop « restrictifs ».

Globalement, NRJ 12 approuve l'analyse de l'ARCEP visant à renforcer les obligations réglementaires pesant sur TDF. Nous tenons tout particulièrement à une plus grande prise en compte des « montages » applicables aux très nombreux sites du réseau secondaire, sites pour lesquels le « client » qu'est NRJ 12 ne perçoit pas véritablement un niveau de concurrence supérieur à celui présent sur le réseau primaire.

L'identification et le niveau de pondération des nouveaux critères nécessaires devront se faire en coordination avec les différents diffuseurs ainsi qu'avec les opérateurs de multiplexe et les éditeurs.

A titre de simple exemple, on devra a minima se poser les questions suivantes (avec des critères réellement impactant d'un « point de vue opérationnel » ; en sus des critères commerciaux et concurrentiels actuellement identifiés) relativement au site historique de référence pour le qualifier de répliquable ou non :

- a) le site de référence est-il situé en milieu urbain dense ou pas ?
  - b) le service envisagé sur le site de référence exige t-il une antenne réceptrice pointée ou pas ?
  - c) le site de référence est-il déjà initialisé par le marché dans le cadre d'une même activité ou pas ?
  - d) les services déjà radiodiffusés dans la zone ou à proximité de celle-ci sont-ils susceptibles d'être brouillés dès lors qu'un site alternatif serait distant de plus de X mètres du site de référence ?
- etc...

D'expérience, nous savons que les critères évoqués ci-dessus ont déjà joué, souvent en défaveur des divers diffuseurs alternatifs.

***Question 8 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'opportunité d'imposer à TDF l'obligation de publier une offre de référence sur tout ou partie de ses prestations de gros.***

**Réponse NRJ 12 :**

Nous estimons qu'une telle publication devrait avoir une action positive sur l'efficacité finale (dans l'intérêt des éditeurs) des différents diffuseurs alternatifs.

***Question 7 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur les différentes évolutions envisagées s'agissant des modalités de publication des offres de gros de TDF, en particulier sur la pertinence d'une obligation incombant à TDF de respecter :***

- un préavis minimal de trois mois avant toute modification technique ou tarifaire de son offre publique ;
- un délai maximal d'un mois pour la publication, sur un site donné, des prestations techniques et tarifaires correspondantes de ses offres de gros, à compter de la publication des gabarits par le CSA ;
- un délai minimal de deux mois entre la publication, sur un site donné, des prestations techniques et tarifaires des offres de gros de TDF et l'offre correspondante de TDF auprès d'un multiplexe sur le marché aval.

**Réponse NRJ 12 :**

NRJ 12 appuie cette vision de l'ARCEP qui prend en compte diverses notions de timing. Les divers calendriers de déploiement (TNT, TMP, RNT, etc.) sont si tendus qu'il serait aisé, par des délais injustifiés sur tel ou tel processus dilatoire, de pénaliser tel acteur non à même de tenir le calendrier administratif.

***Question 11 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur la pertinence d'une obligation de transmettre des informations relatives aux offres proposées par TDF sur le marché aval.***

**Réponse NRJ 12 :**

NRJ 12 approuve cette action ayant vocation à renforcer l'efficacité de la concurrence sur le marché de la diffusion.

***Question 9 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur la pertinence d'une intégration des frais d'études dans les tarifs récurrents de ses offres de gros.***

**Réponse NRJ 12 :**

NRJ 12 approuve cette action ayant vocation à clarifier et à limiter les charges (ici les études) impactant le prix final d'une diffusion.

***Question 10 : L'Autorité invite les contributeurs à indiquer les raisons qui peuvent conduire actuellement les diffuseurs clients de TDF à ne jamais souscrire à l'offre d'hébergement seule, ainsi que sur les obligations qui pourraient être pertinentes et proportionnées pour y remédier.***

Sans objet direct pour NRJ 12

***Question 12 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur le maintien du dispositif de régulation ex ante existant sur le marché de gros de la diffusion hertzienne de la télévision en mode analogique.***

Sans objet pour NRJ 12

***Question 13 : L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur le maintien de l'absence de régulation ex ante du marché aval des services de diffusion de la télévision en mode numérique, en particulier au regard des propositions formulées par l'Autorité dans le présent document quant à la régulation sur le marché de gros amont correspondant.***

**Réponse NRJ 12 :**

NRJ 12 estime que les propositions formulées par l'Autorité dans sa consultation publique quant à la régulation sur le marché de gros amont pour la TNT ne seront probablement pas, en l'état, de nature à garantir une concurrence suffisante sur le marché la TMP. **NRJ est donc favorable à la mise en place d'une régulation ex ante du marché aval des services de diffusion de la télévision en mode numérique mobile.**